

Migrants : l'Europe se mobilise pour aider la Tunisie

Frédéric Bobin, Philippe Jacqué et Nissim Gasteli

Afin de désamorcer le risque migratoire, les Vingt-Sept tentent d'assister l'économie du pays, en détresse

BRUXELLES ET TUNIS - bureau européen et correspondance

La Tunisie mobilise l'Europe comme jamais. Non en raison d'une exemplarité politique à soigner : sa régression autoritaire sous la férule du président, Kaïs Saïed, en fait, au contraire, un repoussoir. Mais parce que les interrogations sur sa stabilité inquiètent au plus haut niveau. La visite effectuée dimanche 11 juin à Tunis par la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, accompagnée de la présidente du conseil italien, Giorgia Meloni, qui s'y déplaçait pour la seconde fois en cinq jours, et du premier ministre néerlandais, Mark Rutte, donne la mesure de l'extrême importance prise par le dossier tunisien au sein de l'Union européenne (UE).

« Il est impératif d'éviter l'effondrement économique et social du pays », avait lancé, fin mars, Josep Borrell, le chef de la diplomatie européenne. La dégradation, vendredi, par l'agence de notation américaine Fitch Ratings de la note de la Tunisie, déclassée de CCC + à CCC – (risque élevé de défaut), n'a fait que conforter les craintes sur la santé financière du pays et, potentiellement, sur ses équilibres sociaux.

L'alarmisme de M. Borrell avait, à l'époque, déplu aux autorités tunisiennes et Ursula von der Leyen s'est bien gardée de l'exprimer à nouveau. Il n'est question que d'« investir dans la stabilité et la prospérité » de la Tunisie, a souligné, dimanche à Tunis, la présidente de la Commission lors d'une « déclaration à la presse » sans journalistes, une pratique désormais bien installée dans le pays autocratique du président Kaïs Saïed et à laquelle les Européens se sont pliés sans broncher.

Ursula von der Leyen a annoncé, à cette fin, un « partenariat global » entre la Tunisie et l'UE embrassant les thématiques de l'économie, de l'énergie, de la migration, de la formation... « Nous disposons d'une fenêtre d'opportunité d'ici au Conseil européen, à la fin du mois de juin, pour ouvrir une nouvelle page de notre histoire », a enchaîné Giorgia Meloni, qui s'est félicitée du rôle joué par son gouvernement dans l'effervescence actuelle de Bruxelles sur la Tunisie.

Débloquer l'accord avec le FMI

C'est en effet sous la pression de l'Italie, très inquiète de l'augmentation du nombre de migrants et de réfugiés débarquant sur son sol en provenance de Tunisie – soit 26 555 sur les cinq premiers mois de l'année, c'est-à-dire sept fois plus qu'en 2022 –, que l'UE couve désormais Tunis de sa sollicitude. L'objectif est de mettre Kaïs Saïed en confiance afin qu'il accepte le projet de prêt du Fonds monétaire international (FMI) d'un montant de 1,9 milliard de dollars (1,75 milliard d'euros), alors même qu'il n'a cessé ces derniers mois d'en refuser les conditions – qualifiées de « diktats étrangers » –, notamment celles imposant un démantèlement des subventions aux produits de première nécessité.

Dans ce contexte, Giorgia Meloni a diffusé « une petite musique », selon le mot d'un diplomate d'un Etat membre, invitant les bailleurs de fonds à faire preuve de flexibilité et de compréhension à l'égard de la Tunisie. Si le plan devait être entériné par Tunis, l'UE s'engage à débloquer quelque 900 millions d'euros d'assistance.

« En attendant, nous proposons immédiatement d'apporter 150 millions d'euros d'aides budgétaires », a précisé Ursula von der Leyen. Aucune réelle nouveauté : la somme est en fait tirée du budget de la politique du voisinage de l'UE. A cela s'ajoutent des propositions de modernisation de l'accord commercial liant le pays aux Vingt-Sept, le financement et le développement d'initiatives en matière d'énergie ou de numérique. « Tous ces projets sont d'ores et déjà en cours », relativise un responsable européen.

Il reste le cœur des préoccupations de l'UE : la question migratoire. La Commission annonce le déblocage de 105 millions d'euros pour lutter contre les passeurs, investir dans le contrôle maritime des frontières par les Tunisiens, notamment l'équipement des gardes-côtes, le sauvetage en mer, mais également le rapatriement à domicile d'irréguliers tunisiens en Europe ou de citoyens d'Afrique subsaharienne vivant en Tunisie vers leur

pays d'origine.

« Il existe aujourd'hui au sein de la Commission une très forte pression interne sur le sujet de la migration avec deux enjeux, assure un fonctionnaire européen. Lors du Conseil européen, qui réunira les dirigeants de l'UE, les 29 et 30 juin, il faudra absolument présenter des résultats sur ce sujet. »

Qu'il s'agisse du pacte « asile et migration », dont deux textes importants ont été adoptés le 8 juin par les ministres de l'intérieur des Vingt-Sept, ou des différentes mesures prises pour mieux maîtriser les flux de migrants sur la voie méditerranéenne centrale – 42 165 personnes ont été repérées par Frontex, de janvier à avril, sur cette route, en progression de 292 % depuis 2022 –, la Commission veut montrer que ses projets avancent.

Après l'adoption des deux règlements par le Conseil, que l'Italie a longtemps bloqués, Ursula von der Leyen a annoncé sa visite, surprise, en Tunisie. *« C'est un deal, l'Italie soutient le pacte, la Commission soutient la vision italienne concernant la Tunisie »*, juge un diplomate à Bruxelles. Selon lui, *« la ligne de Meloni a gagné sur la Tunisie : financer le pays pour éviter un effondrement et une vague migratoire »*. Il reste maintenant à voir comment Tunis va pouvoir honorer les attentes de l'UE. La concession faite par la Commission à l'Italie, condition du fameux « deal » du 8 juin autour du pacte migratoire, a porté sur la possibilité de renvoyer des exilés déboutés de leur demande d'asile vers un « pays tiers sûr », dont la définition est laissée à l'appréciation de chaque Etat. La Tunisie et l'Italie ont déjà signé, en 2011, un accord bilatéral permettant le rapatriement des migrants tunisiens vers leur pays d'origine.

Le nouveau pacte de l'UE est susceptible d'imposer à Tunis la réadmission de migrants y ayant seulement transité, tels les Ivoiriens et les Guinéens, principaux contingents nationaux débarqués récemment à Lampedusa (Sicile).